

La C. G. T. doit être l'interprète de la classe ouvrière

Les événements de Hongrie ont bouleversé l'ensemble de la classe ouvrière. L'action des groupes fascistes au carrefour Châteaudun tentant de mettre à profit le désarroi, la déception ou la colère des travailleurs n'a pas réussi à dresser ces derniers CONTRE LEURS ORGANISATIONS. Si les travailleurs ont des comptes à régler avec leurs dirigeants et la politique de ceux-ci, c'est leur affaire. Leurs sens politique a montré qu'ils en étaient capables.

Ni les fascistes incendiaires, ni les réformistes lors de la grève du 7 novembre où le PCF sous le couvert de la CGT le 13 novembre, n'ont réussi à entraîner. Ce ne sont pas pourtant les discussions qui manquent, ou l'indifférence, qui règnent dans les usines et chantiers.

Une politique ouvrière constitue un TOUT. Programme, perspectives, nationales et internationales, méthodes de lutte, sont complémentaires. Il ne suffit pas d'avoir raison sur tel ou tel point et de présenter certains aspects justes de la politique pour MOBILISER LES OUVRIERS. Il en est ainsi par exemple de la journée d'action du 13 novembre contre le fascisme. Tous les militants ouvriers savent que l'échec, qu'il faut appeler par son nom malgré le bluff résolument optimiste de « l'Humanité » et les exagérations de Hénaff, secrétaire de l'U. D., a sa source dans les événements de Hongrie. Les ouvriers ont refusé d'approuver la politique de leurs dirigeants. On ne fera croire à personne que les ouvriers auraient approuvé la guerre d'Algérie et d'Égypte et condamné l'intervention soviétique en Hongrie et réciproquement. Qu'on le veuille ou non c'est « l'affaire de Hongrie » qui est restée sur la gorge de la partie décisive de la classe ouvrière, celle influencée par le PCF et la CGT, c'est son refus qui est à l'origine de l'échec du 13 novembre. Aucun ouvrier n'a pu admettre que l'on tire sur ses frères qui réclament plus de bien-être. Cette émotion est si vraie que, dans le climat actuel, si les ORGANISATIONS OUVRIÈRES avaient réalisé L'UNITE D'ACTION (PCF et CGT, PS et FO), EN SE DEMARQUANT des FASCISTES, pour élever une protestation contre l'intervention de l'armée soviétique et appeler à un débrayage, celui-ci parfaitement légitime eût pu être général.

Il convient de le dire, comme il convient de dire aussi qu'il en serait de MEME s'il s'agissait de chasser Guy Mollet et mettre fin à la guerre d'Algérie et d'Égypte, par les mêmes moyens.

Tel est l'état d'esprit ouvrier.

Chez Renault, le 7 novembre FO et SIR d'une part, la CFTC de l'autre ont appelé à la grève. 4.000 suivant des chiffres communiqués à l'inspection du travail, 1.300 de source CGT l'ont suivie.

Le 13 novembre, 200 à 300 ouvriers aux départements 19 et 39 et quelques individualités, ça et là, comme au 18, ont débrayé au maximum 1 heure, à l'appel de sections syndicales CGT. Le syndicat Renault CGT savait qu'un mot d'ordre général eût été un échec, comme il sait fort bien et avec lui beaucoup de syndicats CGT de la métallurgie qu'il se serait coupé des travailleurs en s'alignant sur les positions du PCF. Les refus de distribuer les tracts de l'U.D. sur la Hongrie et les difficultés à faire adopter à l'USTM la même orientation en font foi. Que doit-on penser de Hénaff qui, dans un article de « l'Humanité » du 17 novembre dresse un BILAN QUI SE VEUT

POSITIF de la grève du 13 novembre? Il n'est pas de pire façon de DEMOBILISER les MILITANTS et DEMOBILISER LES TRAVAILLEURS. Cette méthode qui reste stalinienne ne permet NI DE VOIR CLAIR, NI DE CHERCHER les causes du malaise dont souffre la CGT et le mouvement ouvrier.

Les dirigeants doivent PARLER CLAIR, DIRE LA VERITE, et montrer pattes blanches.

La classe ouvrière, les syndiqués CGT, n'ont pas suivi les fascistes, ni les réformistes, et ils ne se sont pas associés à la campagne de « l'Humanité ». Ils ne le peuvent pas. Cette pression des travailleurs, leur expression, c'est la prise de position de syndicats entiers ou de fédérations comme celle du livre, secteur où l'unité dans la CGT s'est maintenue, contre l'intervention de l'armée soviétique, c'est aussi la renonciation à la distribution de tracts de l'UD dans des syndicats dirigés par des militants communistes. C'est enfin le communiqué du bureau confédéral qui atteste la résistance des travailleurs. Opportunément, on se rappelle tout d'un coup qu'il existe un préambule aux statuts de la CGT qui garantit la liberté d'expression aux syndiqués, aux syndicats et aux fédérations et où nul ne doit être inquiété dans l'exercice de ses libertés politiques ou religieuses en dehors des syndicats. Voilà une belle occasion de réadmettre les militants CGT exclus pour leur soutien à la Yougoslavie il y a quelques années et d'admettre publiquement que dans ce cas les statuts furent violés.

Nul ne peut le cacher aujourd'hui. Il y a divergences à tous les échelons de la CGT. Le Bureau confédéral le reconnaît. On ne fait pas de scission pour cela évidemment. Il faut porter la discussion auprès de tous les syndiqués, donner les informations, et les positions de chacun, leur permettre de s'exprimer et de se prononcer en connaissance de cause. Cela, c'est le droit de tendance. Il faut le reconnaître en même temps qu'il est admis qu'il existe des points de vue opposés.

Il faut prendre position sur l'intervention des troupes soviétiques. La C.G.T. ne peut se contenter de parler de statuts, de principes généraux, de la liberté, abstraitement. Elle ne peut adopter seulement des déclarations équivoques dans le genre ou dans la ligne du Bureau national du mouvement de la Paix, du Comité national des écrivains, etc..., qui empêchent de connaître la nature des divergences et paralysent les ouvriers dans la recherche des solutions que la CGT et la FSM doivent préconiser.

Condamner l'intervention contre le peuple hongrois est une chose. La CGT doit également donner SES SOLUTIONS pour l'éviter. Au manque d'informations sûres, dont, paraît-il, nous souffrons, les syndiqués, les syndicats CGT doivent opposer la CONSTITUTION de commissions d'enquêtes ouvrières à envoyer en Hongrie.

On ne peut jouer les Ponce-Pilat quand on tire sur les ouvriers. La CGT ne doit pas rester muette. Cette dernière vient de montrer, plus que le PCF, qu'elle était sensible aux remous dans la classe ouvrière. Les ouvriers viennent de marquer un point. On ne peut en rester là. Les militants de la CGT, du PCF en se faisant les interprètes de leur classe, approfondiront leur succès.

RESOLUTION DU COMITE D'ACTION DE SURESNES POUR LA PAIX EN ALGERIE

Malgré de profondes divergences concernant l'appréciation des événements qui ensanglantent la Hongrie, le Comité d'Action pour la Paix en Algérie réaffirme sa volonté de poursuivre dans l'unité son combat :

— Contre la guerre colonialiste, prélude à un nouveau conflit mondial.

— Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

— Contre l'emploi de la force dans les relations entre Etats.

— Pour la non-ingérence d'Etats dans les affaires intérieures d'autres Etats.

— Pour la sauvegarde des libertés démocratiques.

— Contre toutes tentatives de renaissance du fascisme en France.

Le Comité invite ses adhérents à rester vigilants pour riposter à toute agression de la part des organisations fascistes. Suresnes, le 8 novembre 1956.

Mauguen, O. Moreau: Syndicat des Instituteurs.
Saint-Marc, Vuacheux: Comité des Jeunes contre la Guerre d'Algérie.

Provisor: Parti Communiste Français.

Brotin: Militant F.O.

R. Salmon: Militant Socialiste S.F.I.O.

R. Coutelier, Chazine: Militants Nouvelle Gauche.

Foirier Roger: Organisations Laïques de Suresnes.

LETRE DU P.C.I. A RAMETTE

Camarade,

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) vous adresse l'expression de sa solidarité contre la mesure d'exclusion qui vient d'être prise contre vous par l'Assemblée Nationale.

LE BUREAU POLITIQUE.

Crise politique chez Chausson

Comme dans toute la classe ouvrière, les ouvriers de chez Chausson ont été profondément scandalisés par la brutale et injustifiable intervention de l'armée soviétique contre le prolétariat hongrois, et peut-être plus encore par les énormités et les calomnies contre les travailleurs qui servent d'explications au drame hongrois.

La grève du 7 novembre ordonnée par FO et le gouvernement a été un échec, mais ceci uniquement parce que cela venait de FO et du gouvernement.

Un militant de la CGT qui a expliqué que « ceux qui faisaient et soutenaient la guerre en Algérie et à Suez n'avaient pas le droit de verser des pleurs sur le peuple hongrois mais que la classe ouvrière était légitimement émue par le drame hongrois », a été compris, mais d'autres militants,

« staliniens » ceux-là, diffusant les explications officielles du Parti et soutenant l'idée que la C.G.T. n'avait pas à s'occuper de ce qui se passait dans un pays où il ne se trouvait pas d'ouvriers français ont été pris à parti par les travailleurs.

A Asnières, Marrane, le Staline de l'usine avec qui personne ne fera le front unique, a tenté de faire molester des diffuseurs de la « Nouvelle Gauche », condamnant l'intervention de l'armée rouge et le danger de guerre au Moyen Orient ainsi que la menace fasciste en France.

Les travailleurs se sont retournés contre Marrane, CGT et communistes compris.

Des militants CGT ont sorti un tract en leur nom avec des militants de la CFTC condamnant l'intervention soviétique et se solidarisant de l'appel signé par quatre intellectuels communistes qu'ils ont reproduit. Cela a fait grosse impression.

Inutile de dire que la grève du 13 novembre « contre le fascisme » a été également un échec.

Les travailleurs n'ont pas suivi le gouvernement et les réactionnaires dans leurs raids anti-communistes mais ils refusent de cautionner par leur action les ignominies que la direction du Parti communiste français déverse sur les travailleurs hongrois.

Il y a maintenant une crise ouverte au sein du syndicat, crise qui sera résolue favorablement par la volonté des travailleurs de ne pas laisser se dégrader encore plus leur niveau de vie et qui veulent se dégager aujourd'hui du Parti communiste tant que celui-ci ne sera pas plus capable d'orienter et de diriger la classe ouvrière vers les combats décisifs contre le capital.

CORRESPONDANT.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.